



LA CHRONIQUE SOCIALE DE MATEO ALALUF

Quand Michel défend le travail

28 JUILLET 2018 :

CHARLES MICHEL DÉCLARE « LES SOCIALISTES DÉFENDENT LE CHÔMAGE, JE DÉFENDS LE TRAVAIL »

Depuis déjà bon nombre d'années, les libéraux s'approprient le 1^{er} mai, « leur fête du Travail » qu'ils célèbrent dans le Brabant wallon. Le ministre des Pensions Daniel Bacquelaine le répète sans cesse : les socialistes ont abandonné le travail au profit de l'assistance, qu'ils perpétuent et dont ils se nourrissent. Les libéraux sont les défenseurs de « la valeur travail » délaissée par la gauche.

Dans un entretien au quotidien *Le Soir*, le Premier ministre Charles Michel fait du travail le cœur de son *Jobs deal*. « *La gauche, déclare-t-il, défend plus le chômage que les travailleurs et les demandeurs d'emploi.* » La preuve ? Le gouvernement précédent présidé par Elio Di Rupo avait exclu 37 000 personnes du chômage. Il voit même « *du sadisme à exclure des chômeurs quand l'emploi baissait* ». S'il reconnaît quand même avoir fait partie du gouvernement Di Rupo, il omet de préciser que les libéraux avaient fait des restrictions au chômage la condition de la formation du gouvernement.

Cette posture cynique, arrogante et autosatisfaite peut-elle pour autant être balayée d'un revers de main ? Des partis conservateurs et libéraux comme au Royaume-Uni, en Irlande ou au Japon optent à présent pour un tournant paradoxal : la défense du travail, qui serait abandonnée par la gauche.

Prenons le cas du Royaume-Uni : les gouvernements Thatcher et Major, conformément à leur programme néolibéral conservateur, avaient mis 15 ans pour supprimer le salaire minimum. De retour au pouvoir avec Tony Blair, le New Labour avait rétabli un salaire minimum très modeste. Les gouvernements conservateurs de James Cameron et de Teresa May ont haussé progressivement le salaire minimum avec l'objectif d'atteindre 60 % du salaire médian, si bien qu'il tend à présent à dépasser le salaire minimum belge et français, rompant ainsi avec l'ancienne politique thatchérienne. L'augmentation du salaire minimum a entraîné celle des revenus primaires, en contrepartie d'une diminution des impôts qui satisfait les possédants. Les protections sociales se trouvent cependant fragilisées et les femmes seules avec enfant sont, parmi bien des laissés pour compte, les grandes perdantes de cette politique. Les conservateurs se présentent en conséquence en défenseurs des revenus du travail et des diminutions d'impôts, à l'opposé des socialistes qu'ils stigmatisent comme le parti des assistés et des hausses d'impôt.

En raison du niveau insuffisant du salaire minimum en Belgique, le PS propose un « bonus social généralisé », à savoir un complément salarial pour assister ceux dont le revenu demeure en dessous du seuil de pauvreté. Au lieu d'abandonner le terrain des salaires à la droite, ne risque-t-il pas de se faire doubler par sa gauche et de ne plus pouvoir se dégager du piège de « l'assistantat » qui lui est ainsi tendu ? Il aurait été plus judicieux pour le PS de prendre au sérieux les revendications du dernier congrès de la FGTB wallonne et en particulier celle d'un salaire minimum de 14 € brut l'heure au lieu des 9,65 € actuels.

On aurait décidément parfois intérêt à revenir sur terre. ■